

<https://www.laicite-aujourd'hui.fr/?Identite-nationale-racisme>



# Identité nationale, racisme, immigration

- NOS TRAVAUX -



Date de mise en ligne : vendredi 18 décembre 2009

---

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

---

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a écrit : « ***Cette sourde menace que tant de gens dans nos vieilles nations européennes sentent, à tort ou à raison, peser sur leur identité, nous devons en parler tous ensemble de peur qu'à force d'être refoulé ce sentiment ne finisse par nourrir une terrible rancoeur*** [1]. »

L'historien Gérard Noiriel nous rappelle l'argumentaire de Charles Maurras [2] : « ***Que vous soyez pour ou contre les juifs, vous ne pouvez nier que ces gens-là posent problème*** . »

Le président de la République nous le dit : « nous avons un problème » mais il n'a pas besoin comme Charles Maurras de préciser avec qui, car tout le monde sait qu'il désigne ceux que la télévision stigmatise depuis des années : les habitants, musulmans, des banlieues. Le "*grand débat sur l'identité nationale*" est censé "*réaffirmer les valeurs républicaines et la fierté d'être français*", selon Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale. Il est urgent de se pencher sur l'histoire de l'immigration en France.

Gérard Noiriel, un historien qui conduit des recherches sur la socio-histoire de l'État-nation et de l'immigration, nous explique que, dans sa course au tirage comme maintenant à l'audience, la presse de masse recourt à une excellente recette : la « fait-diversisation » de l'actualité grâce à laquelle en jouant sur le registre de l'émotion, le lecteur ou le spectateur peut s'identifier à la victime. Sur le modèle victime-agresseur-justicier, elle a fabriqué des stéréotypes puissants : « eux », les barbares, les espions, les terroristes, la racaille, sont parmi « nous », les Français. Les justiciers sont le policier qui arrête, le juge qui réprime, le journaliste qui dénonce, et parfois le grand homme politique qui veut une loi nouvelle. Lorsque la stigmatisation est installée, on peut dire qu'il y a un **problème** : le policier arrête de plus en plus, le juge cogne plus fort, le journaliste perd la tête, le grand homme politique dit qu'il faut serrer la vis. Le problème n'attend plus que sa solution. Dans un enchaînement infernal les politiciens s'en saisissent, les experts interrogés proposent des solutions, le parlement vote une loi plus répressive, puis le gouvernement met en place une administration spécifique, soutenue par une police toujours plus nombreuse. L'administration pour être efficace se concocte des règlements toujours plus contraignants. Elle demande plus de moyens de contrôle : on commence le fichage. Les propos d'Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale pour justifier la récente expulsion d'Afghans vers un pays en guerre, illustrent on ne peut mieux ce moment où le système avance masqué : « ils n'avaient pas le statut de réfugiés » mais qui a défini les règles, alourdi les procédures, multiplié les obstacles ?

De quelles valeurs parle Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale ? Certainement pas des valeurs qui ont conduit les premiers révolutionnaires à rédiger la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Il parle « évidemment des valeurs traditionnelles, nationalistes et sécuritaires, qui devraient donc faire notre fierté. Ce sont celles qui dénoncent selon le moment « l'ennemi de l'intérieur », « la cinquième colonne », « l'abâtardisation de la race », « le risque terroriste », « la menace sur la chrétienté ». Selon Gérard Noiriel, s'il existe un « modèle républicain », il s'est fixé au moment de l'affaire Dreyfus, lorsque les dreyfusards se sont mobilisés contre ceux qui apostrophaient le gouvernement pour connaître le nombre de juifs dans la fonction publique. Aujourd'hui, n'entend-on pas à droite comme à gauche des voix qui souhaitent des statistiques ethniques et religieuses ? En se tenant dans l'ignorance de la réalité historique de l'immigration, en propageant les stéréotypes à travers la presse et la télévision, on continue à stigmatiser « l'étranger ». On n'en est plus à l'époque où on pouvait écrire que « *c'est une chance pour la France de posséder une colonie (NDR : l'Algérie) dont les indigènes ne forment pas une masse inassimilable [... alors] que les Espagnols et les Italiens risquent eux de former des noyaux dangereux pour l'unité de la race* », car la loi punit maintenant les propos racistes et xénophobes, mais l'historien démontre comment depuis les années 80, dans une sorte de consensus postcolonial, le discours public s'est « racialisé ». On découvre « l'immigration choisie » comme si s'était une idée nouvelle alors que cette politique a été appliquée dans les années 20 par accord tacite entre les politiques, le patronat et les syndicats. L'avantage de cette politique est de permettre de désigner les « indésirables ». Il y a matière à méditer sur la liste de ces années-là : Juifs polonais, russes ou roumains, Arméniens, Levantins, et certains Grecs et Arabes. Puis on expulsera avec les meilleurs motifs comme circuler à vélo sans lumière pour ces ouvrières polonaises. Quelques années plus tard, on

refusera les Juifs allemands, les repoussant vers les camps d'extermination ou la Palestine. Puis on dénaturalisera ceux qu'on avait admis dans la communauté nationale, en partie pour protéger les professions du droit et de la santé. Vichy ne fera que parachever le travail. Aujourd'hui, on applaudit à la nomination d'un préfet « musulman », à la présence d'un journaliste « noir » au journal télévisé. Mais cette discrimination qui se veut « positive » ne fait que renforcer les stéréotypes et laisser penser à tous ceux qui sont défavorisés et déclassés que ce sont eux les vraies victimes d'un racisme « anti-français ». Aujourd'hui on peut aussi tenir des propos badins, faire de l'humour, dans un contexte manifestement racial, et dire la main sur le cœur que ce n'était pas raciste. Car point besoin d'explications, de vocabulaire grossier, ces petites phrases feront les bons bulletins de vote tant elles auront collé aux puissants stéréotypes fabriqués jour après jour par les journaux télévisés. Est-ce de cette France qui emprunte les mêmes chemins que dans les années 30 dont nous devons être fiers ? Les crises économiques ont marqué le point de départ de longues périodes de déchaînement xénophobe ou antisémite. La crise actuelle qui ne peut que désespérer ces millions de chômeurs alors que notre pays est en cours de désindustrialisation rapide, justifie-t-elle cela ? Les « immigrés des cités », français depuis deux ou trois générations, ne sont-ils pas plutôt offerts en victimes désignées pour prix du démantèlement continu de notre système social et éducatif dont nous étions à juste raison si fiers ?

Gérard Noiriel revendique la place de l'historien comme empêcheur de commémorer en rond et pour changer le regard sur l'immigration. Il faut briser les stéréotypes, rompre avec la stigmatisation. Il souligne que l'antiracisme ne suffit pas, car le rejet est un phénomène affectif. Il "plaide pour un retour aux principes fondateurs de la laïcité, c'est-à-dire à des principes éducatifs qui donnent la possibilité aux citoyens de développer leur autonomie."

Cet article a été rédigé à la suite de notre réunion de travail du 16 décembre 2009.

Pour approfondir le sujet, deux textes de Gérard Noiriel :

- ▶ des extraits de la conclusion du livre : *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe - XXe siècle)*, Discours publics, humiliations privées : [à lire ici](#)
- ▶ un texte publié en 2009 : *La République et ses immigrés, Petite histoire de l'intégration à la française* : [à lire ici](#)

---

[1] Tribune publiée par [Le Monde](#), dans son édition datée du 9 décembre 2009

[2] *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe - XXe siècle)*, Discours publics, humiliations privées, Fayard, 2007.